



Ces dernières années, la question de l'État est implicitement mobilisée sous des modalités très diverses dans le débat politique : appel à un retour des services publics contre le néolibéralisme, dénonciation de l'ordre policier, critique de l'impérialisme et des guerres qu'il inspire, etc. Dans leur dernier ouvrage, P. Dardot et C. Laval se proposent de clarifier les débats menés à gauche en explorant la notion d'État souverain et la manière dont elle s'est historiquement construite dans un certain nombre de textes et de pratiques. Ils poursuivent ainsi une entreprise débutée de longue date et jalonnée notamment par deux autres ouvrages, *La Nouvelle raison du monde* (2009) et *Commun* (2014) : le premier contestait l'idée d'un néolibéralisme par essence hostile à l'État, le second tâchait de sortir

de l'alternative entre échange marchand et planification étatique en explorant les diverses modalités de gestion collective des ressources.

*Dominer*, comme les précédents ouvrages, est tout d'abord une somme intellectuelle. P. Dardot et C. Laval y discutent les grandes théories philosophiques de l'État mais également une grosse partie de la bibliographie historique récente consacrée à la question. Le premier objectif de l'ouvrage, en effet, est d'historiciser la notion de souveraineté en montrant qu'elle est une invention récente et inscrite dans une histoire spécifique, celle de l'Occident chrétien. Ce faisant, P. Dardot et C. Laval confèrent à leur ouvrage la vocation habituelle de tout ouvrage critique : montrer par l'histoire l'existence d'alternatives, briser la naturalité apparente des phénomènes qui nous sont les plus communs, mettre en évidence la dimension construite du monde social et la part de croyance qu'il suppose pour exister. Il s'agit ainsi de « désétatiser » la pensée et les pratiques politiques afin de sortir de l'alternative mentionnée plus haut entre échange marchand et régulation étatique.

Dans cette perspective, l'ouvrage consiste principalement en une tentative de décorrélérer les notions d'État et de souveraineté, c'est-à-dire l'existence d'un appareil circonscrit de production d'ordre d'un côté, le monopole que cet appareil revendique de l'autre. En s'inscrivant de manière plus ou moins explicite dans une filiation anarchiste, P. Dardot et C. Laval montrent que l'État souverain est en réalité le fruit d'une pensée religieuse, qui par la médiation de l'institution ecclésiastique (et de la papauté), a sécularisé certains attributs théologiques pour en faire la matrice de la pensée politique occidentale. L'ouvrage débute ainsi sur une étude de l'Antiquité destinée à invalider la pertinence de la notion d'État souverain pour ressaisir les idées et les réalités politiques grecques et romaines (d'Aristote à la République romaine). Ensuite, les deux auteurs traitent de la « révolution papale » et de ses suites, avant de s'intéresser aux conséquences et aux contestations de cette pensée étatisée dans l'histoire contemporaine, lors de la Révolution française en premier lieu mais également chez les différents socialismes et dans la construction de l'État administrateur du XX<sup>e</sup> siècle.

La souveraineté qu'il s'agit de critiquer se définit donc, on l'a dit, comme un monopole du pouvoir au mains d'une entité reconnue ainsi comme l'« État ». Cette notion de souveraineté, si l'on tire les conséquences politiques de la manière dont elle fonctionne, installe les individus dans une posture d'extériorité face au pouvoir souverain, c'est-à-dire dans une posture de prière assez similaire à celle qui lie le croyant à son ou ses dieux. C'est donc la fiction d'un État autonome qui se construit par-là, sorte de totalité fictive qui fonctionnerait indépendamment de ceux sur lequel il exerce son pouvoir. Et cette fiction est encore redoublée par des phénomènes comme la bureaucratie, qui installent dans les pratiques cet État automate. Face à cette fiction qui a pris corps, il convient, nous disent les deux auteurs, de mettre en avant les pratiques concrètes de gestion collective qui empêchent précisément cette autonomisation et permettent de renouer avec une véritable communauté politique. Un autre ouvrage, consacré plus directement à ces questions, est annoncé à paraître mais on peut se faire une idée, à travers leurs précédents ouvrages et articles, de ce que sont ces pratiques collectives : assemblées des Gilets jaunes, administrations collectives des moyens de travail et des ressources naturelles, etc.

L'ouvrage de P. Dardot et C. Laval a avant tout une dimension historique et critique. Mais on pourrait lui reprocher de ne pas suffisamment prendre au sérieux la question de l'État. Il ne suffit pas, en effet, de pointer la généalogie d'un phénomène pour en montrer la caducité. Et le principal souci est peut-être ici que cet État souverain ne constitue que la clef de voûte de notre réalité sociale. En effet, si l'on revient sur la question wébérienne qui affleure parfois dans l'ouvrage, on peut se demander si cet appareil administratif

monopolistique n'est pas une conséquence nécessaire de la division du travail poussée à un certain point, qui suppose une instance centralisée (pour remettre de la cohérence), anonyme (au vu de l'échelle du phénomène en question) et souveraine (du fait de la nécessaire totalité que constitue un système économique). De ce point de vue, si l'État est encore un phénomène central du capitalisme contemporain, c'est davantage sous sa forme supra-nationale que dans la figure des différents États-nations qui se sont dessaisis de leur souveraineté (et le fait qu'ils soient eux-mêmes à l'origine de ce dessaisissement ne change rien à l'affaire).

Fondamentalement, la notion d'État souverain brandie par les deux auteurs semble hésiter entre une acception réelle – qui fait signe vers le phénomène qu'on désigne habituellement sous ce terme – et une acception formelle, qui théorise l'État à travers la revendication réussie d'un monopole de la production d'ordre. Faut-il, pour critiquer l'État tel qu'on le connaît et le subit, en passer par cette montée en généralité ? Le risque n'est-il pas de se priver de toute possibilité d'action collective à une échelle autre que simplement interindividuelle ? En effet, s'il s'agit de redonner du pouvoir à un collectif, on peut douter que ce soit possible sans une certaine concentration – tendant au monopole – des ressources permettant l'administration et la redistribution de la richesse collective (ce qui invalide, soit dit en passant, un partage trop simpliste entre main gauche et main droite de l'État).

De manière plus générale, l'ouvrage semble parfois verser dans une opposition entre l'État d'un côté et le peuple de l'autre. Historiquement, cette opposition a été principalement brandie par la deuxième gauche pour contester la centralité de l'antagonisme de classe et mettre en évidence des formes de domination en partie impensées au sein du marxisme et rendues prégnantes par le phénomène « totalitaire ». Mais premièrement, cette opposition tend à réifier les deux entités : l'État est en partie constituée par le peuple qu'il gouverne et le peuple, inversement, n'existe comme entité collective que par les médiations institutionnelles qui le font tel, au premier rang desquelles l'État. Mais surtout, on peut douter là encore de l'intérêt politique de la critique à ce niveau de généralité : ne conviendrait-il pas plutôt de contester le lien imposé comme une évidence entre souveraineté collective et bureaucratie ? Les défis politiques actuels, dans leur caractère systémique mondial, ne rendent-ils pas nécessaire la pensée d'un ordre souverain (du moins sur certaines questions) à l'échelle la plus large possible ? N'est-ce pas là le prix institutionnel à payer pour réaliser un programme ambitieux, qu'il ait pour nom « écosocialisme », « planification écologique » ou autre ?